Les grands décideurs du département mis au pied du mur

Cinq projets économiques présentés par un groupe de pression patronal.

Moment de vérité le 29 mars pour Alliance3D06 et pour l'avenir économique du département. Ce jour-là, le groupe informel, qui fédère une trentaine d'employeurs privés parmi les plus importants du département (4Md€ de chiffre d'affaires pour 20.000 emplois), recevra les élus des grandes collectivités, patrons des chambres consulaires, directeurs généraux des services et hauts fonctionnaires de l'Etat pour une grande opération publique de «*lobbying*», un qualificatif arboré sans complexe dans un pays où les manipulations s'opèrent en coulisse. Même si Jacques Chibois (lobbyiste lui aussi) est ce jour-là aux fourneaux, c'est autour d'une table que se fera la cuisine économique. Au menu, cinq dossiers que les patrons ont jugés essentiels pour que la contrée, riche d'atouts, cesse pourtant de figurer en queue de peloton des classements (notre édition du 5 mars) en dépit d'une langue de bois prétendant le contraire: l'Institut de développement durable, la mise en valeur de l'Eco-Vallée, la mobilité intelligente, le tourisme d'affaires, la chaîne de l'innovation. «*Chacun rencontre une adhésion générale, mais aucun n'avance*», commente Georges Dao, heurté par cette sorte de dilettantisme. «*Depuis des années nous entassons les bonnes idées et les rapports, mais il y a comme une impuissance à passer à l'acte, en invoquant toutes sortes de bonnes raisons* », complète Benoît Aonzo qui, du privé à l'institutionnel (comme président de CCI), a sa petite idée. Dans cette glue paralysante, ils vont mettre quelques gouttes d'acide, sans polémique ni acrimonie. «*Nous pouvons être des facilitateurs entre interlocuteurs qui derrière leurs barrières ne se parlent ni ne parviennent à agir ensemble.*» Et de citer le cas du virtuel Institut de développement durable dont ils ont obtenu que le premier bail soit signé par l'université, l'Epad OIN, rejoints peut-être très vite par SKEMA et les hôteliers. «*Un acte suffit à dégripper la mécanique*». En sera-t-il de même à l'Eco-Vallée d'où ne filtrent que des rumeurs sur des entreprises qui auraient postulé - en vain - à l'installation ? Ce que conteste pourtant la préfecture, sans dissiper un doute alimenté dans nos propres colonnes par une réponse ambiguë de Christian Tordo, président de l'Epad. Qui croire ? Quand Jean-Pierre Mascarelli annonce la création de la «*chaîne de l'innovation*» au Cica comme «*très prochaine*»... depuis plusieurs années. Nous ne nous plaindrons pas à Tribune Côte d'Azur - où nous trouvions leur passivité incongrue - que les patrons sortent enfin le nez du guidon pour regarder l'avenir qui leur est préparé et aider à son accouchement, l'œil sur le calendrier d'exécution. Attention désormais aux promesses, messieurs les politiques ! Vous serez pris au mot par les décideurs. Et cloués au pilori par les journalistes. Si tout se déroulait ainsi, la France électorale ne connaîtrait pas un tel niveau de contestation et de déception.

Jacques Bruyas

Georges Dao, l'inspirateur, et Benoît Aonzo rêvent d'un patronat force de proposition ... et d'injonction, pour que les politiques cessent de gouverner dans le virtuel.

La BPCA devient membre de la Fondation de l'université niçoise

La fondation Unice en cours de création au sein de l'université niçoise prend corps avec l'adhésion de la BPCA. Très ancrée dans son territoire et bénéficiant d'une grande autonomie, la banque ne pouvait être exclue de cette fondation. «*Deux ou trois autres entreprises importantes devraient la rejoindre d'ici quelques semaines,* précise Albert Marouani, président de l'université. Les entreprises et particuliers, membres de la fondation, bénéficieront de déductions fiscales. L'université s'appuie sur l'autonomie acquise en janvier pour multiplier les initiatives. «*Avec 2.450 chercheurs enseignants, 800 salariés et 27.000 étudiants, l'université est une ville dans la ville. Nous gérons un budget de 270 M€ et notre parc immobilier s'élève à 300.000 m² auxquels s'ajoutent 50 ha d'espaces verts. Notre volonté est d'être un acteur de son territoire*». La fondation multipliera les projets avec le monde économique en s'ouvrant aussi aux collectivités. «*Nous devons devenir un pôle d'excellence en Méditerranée.*» Opérationnelle avant l'été, elle supportera la création d'entreprises, des projets de territoire ou de formations innovantes.

Michel Bovas

Jean-Francois Comas et Albert Marouani signant le pacte concernant l'entrée de la Bpca dans la fondation en cours de création.

En bref

ECONOMIE

Sport et entreprises : pourquoi s'aiment-ils ?

Michel Mallet (directeur général Mutuelles du Soleil), Marc Loison (directeur général SportVision), Bruno Valentin, Laurent Lachkar, Pierre Albuixech (manager Nice Lawn tennis) : tous les décideurs ne sont pas sportifs, mais aiment le sport.

Rien n'est plus étranger au sport que l'entreprise dont la raison d'être est la recherche du profit, à l'opposé du désintéressement qui anime le sportif. D'où vient pourtant que, à notre époque, sport et entreprise ne peuvent se passer l'un de l'autre, comme l'a montré le dernier débat organisé par l'équipe sortante de l'UPE 06. Selon un sondage d'EuroSport commenté par Bruno Valentin, les patrons font des valeurs sportives (esprit d'équipe, effort, loyauté, santé...) un référent d'identification pour leur personnel, de l'invitation à une manifestation (grand prix de Monaco, Jumping de Cannes, Open de tennis de Nice...) une gratification pour leurs clients et accessoirement une approche relationnelle. Foot et tennis sont plus appréciés qu'une bonne bouffe ou un spectacle lyrique. Si le village VIP du tournoi de Monte-Carlo n'était pas aussi «*bondé*», Pierre Albuixech aurait peut-être eu moins d'espoir pour remplir le sien et moins de conviction pour relancer en mai une grande compétition au Parc Impérial. Venus chercher dans le sport des valeurs... et du public, les entreprises arrivent avec l'argent. Pour faire connaître leur nouveau nom après une fusion d'enseignes, les Mutuelles du Soleil n'ont rien trouvé de mieux que d'arroser l'OGCN ou le Racing de Toulon («*l'OM n'étant pas dans notre budget*»), la BPCA préférant (pensez à l'image) un genre plus classe: la voile. Sans sponsoring, un phénomène éclatant dans le années 80 et bien décrit par Marc Loison, bien des rendez-vous sportifs disparaîtraient, et bien des athlètes vivraient plus frugalement. Si l'entreprise s'est appropriée ces valeurs, le sport n'est-il pas, lui, devenu une affaire un tantinet trop mercantile ?

ENTREPRISE

Galderma en grande forme

Troisième laboratoire français de dermatologie (3.000 salariés dont 480 à Sophia sur le plus grand site de R&D au monde dans ce secteur d'activité), Galderma enregistre depuis trois ans des résultats en forte croissance. Un avantage que le groupe veut conserver en réinvestissant à chaque exercice 20% de son chiffre d'affaires dans l'innovation, ce qui place le site sophipolitain en tête de ligne. En 2010, Galderma se lance sur le marché de l'automédication avec "*Curanail 5%*", un traitement contre les mycoses modérées des ongles délivré sur les conseils d'un pharmacien. Objectif pour Cyrille Schroeder, directeur général France et Maghreb de Galderma International : «*nous souhaitons apporter une réponse cohérente et efficace à un grand nombre de besoins médicaux non satisfaits en dermatologie.*» Ce premier lancement devrait donc être suivi dès cette année de quelques autres, et le laboratoire azuréen devrait de fait conserver sa position enviée d'exemple sur l'ensemble du secteur.

Pour Cyrille Schroeder, l'automédication reste «une offre complémentaire» à la gamme de médicaments de prescription déjà proposée aux dermatologues.